

Déclaration liminaire des représentants des personnels du SNUipp-FSU Conseil de formation du 13 juin 2019

Publiée le 29 mai, la circulaire de rentrée résume de nouveau l'enseignement à l'école primaire aux "fondamentaux" chers à notre ministre : "lire, écrire compter, respecter autrui," bousculant au passage la notion de cycle, par des normes et objectifs chiffrés à atteindre pour chaque fin de classe, comme l'objectif de 50 mots lus à la minute en fin de CP. Comment se traduit ce type d'objectif en matière de formation ? Un chapitre entier est également dévolu au « *pilotage en soutien de l'action pédagogique des professeurs* », car dit le texte « *La mise en œuvre des recommandations pédagogiques et des évaluations nationales nécessite d'accorder une attention toute particulière à l'accompagnement des professeurs, au plus près de leur pratique, afin de répondre à leurs besoins de formation* ».

Le SNUipp-FSU craint que cette attention particulière ne se traduise par des injonctions de plus en plus fortes sur les bonnes méthodes pédagogiques à utiliser dans les classes et un resserrement toujours plus fort sur les seuls fondamentaux.

Partir des besoins de formation de la profession

Force est de constater tout de même que pour la deuxième année consécutive l'ensemble des animations pédagogiques portera seulement sur les mathématiques et le français. On est bien loin d'une formation continue prenant en compte les besoins et les demandes des professionnels de terrain.

Pourtant, lorsqu'elle est interrogée, la profession répond présente et a des demandes. Lors de notre enquête formation continue en 2016, les collègues ont largement exprimé le besoin de se retrouver sur du temps long, autour de domaines petit à petit délaissés par les plans de formation successifs (les arts visuels, l'histoire et la géographie, les sciences...) autour de savoir être et de gestes professionnels (la gestion de l'hétérogénéité, le collectif de travail, la gestion de conflits...). C'est d'ailleurs au terme d'un travail d'analyse de cette enquête et de dialogue avec l'IEN A et le DASEN que sont nés les stages-écoles, très appréciés des collègues. Au cours de l'enquête qui a suivi leur mise en place, beaucoup parlent de "*climat scolaire amélioré, de réelle prise en compte des besoins spécifiques des enseignants, de véritable travail d'équipe engagé*"... bien qu'ils déplorent le resserrement cette année sur la seule thématique des TCC. L'année suivante, l'administration départementale avait lancé sa propre enquête : signal reçu positivement par la profession comme un signe d'écoute et d'ouverture. Malheureusement, les injonctions ministérielles ont repris le dessus. Depuis, ce dispositif de recueil des besoins des enseignants a été totalement abandonné.

La formation tout au long de la carrière est un droit. Il vise à susciter et à conforter les dynamiques personnelles et collectives d'élaboration pédagogique. Le collectif doit nourrir la pratique individuelle, aidée en cela par les formateurs et formatrices. Une formation de qualité nécessite du temps long et déconnecté de la classe. Le ministère impose aujourd'hui de nombreuses méthodes et pratiques fondées sur une vision partielle et partiale de la recherche : les animations pédagogiques centrées uniquement sur le français et les mathématiques, des remédiations téléguidées, visant plus une modélisation des pratiques que l'accompagnement dans la mise en œuvre des pratiques. **Le SNUipp-FSU dénonce la mise en place de protocoles à appliquer en lieu et place de ressources dont la profession a besoin.**

Des départs en formation CAPPEI à développer

De même qu'il dénonce l'assèchement de vivier de personnels formés en ASH... l'Ardèche a connu deux années de complète disette en la matière, à peine 4 à 5 départs en deux ans, alors que les besoins étaient là : 20 besoins sur les postes ASH pour la rentrée 2017 et 25 pour la rentrée 2018.

Cette année, le département consent enfin à se donner les moyens de répondre aux besoins et permet à tous les collègues nommés sur ULIS de partir, soit 6 collègues. Le SNUipp-FSU continuera à œuvrer pour qu'une politique volontariste et ambitieuse soit mise en place, avec une programmation pluri-annuelle des départs en formation spécialisée, à tous les niveaux, prenant en compte les postes occupés par des faisant fonction, les postes vacants et les postes à créer.... Malgré ces restrictions, malgré une formation tronquée et revue au rabais, les collègues sont en demande, 16 candidatures au total en 2018, et 24 en 2017.

La formation initiale à revoir

En termes de formation initiale, les mesures successives ont réduit chaque fois le temps de formation théorique, ont accentué la crise du recrutement en dégradant les conditions de formation des stagiaires... la charge de travail des stagiaires est trop importante, notamment du fait du mi-temps en responsabilité qui s'ajoute à la nécessité de valider un M2. Les PES sont unanimes ! Les conditions actuelles entraînent stress, souffrance et aboutissent trop souvent, au niveau national, à des démissions. Une réforme s'impose donc, mais une fois de plus, ce ministère fait le choix du démantèlement du statut de fonctionnaire, en recourant massivement à des contractuels. : recourir dès la L2 à des étudiants qui effectueront 8h par semaine dans les écoles pour progressivement effectuer des missions de remplacement, Une fois de plus on reproduit l'erreur d'utiliser les personnels en formation comme moyens d'enseignement. Avec un concours repoussé en fin de M2, une mise sous tutelle des établissements de formation avec la création des INSPE et un resserrement sur les "fondamentaux" !

Le SNUipp-FSU porte un tout autre projet de formation initiale, partant de la licence à la T2, avec une entrée progressive dans le métier, parce qu'enseigner est un métier qui s'apprend et qui demande une formation longue, ambitieuse, menant à un haut niveau de qualification universitaire et professionnelle, permettant une pratique réflexive, pour se donner les moyens de lutter contre les inégalités scolaires.